

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

la VI^e république ?

non, la IV^e !

éditorial par bertrand renouvin

Peu importe que M. Giscard d'Estaing se soit donné en spectacle lors de son entrée en fonctions, avec la maladresse des parvenus qui veulent se rendre « populaires » : c'est un des menus travers de la bourgeoisie d'argent dont il est issu.

Complet de ville et nouvelle chanson, marche à pied et fausse simplicité n'empêcheront pas la dégradation des institutions. Avant même que la composition du gouvernement soit connue, les rumeurs concernant la nomination du Premier ministre et de son gouvernement évoquent irrésistiblement la IV^e République et ses lamentables péripéties. Orfèvre en la matière, M. Edgar Faure ne s'y est pas trompé : d'une bouche gourmande, il a déjà annoncé la création d'un groupe de « centre gauche » qui lui permettra les manœuvres savantes dont il faisait autrefois ses délices.

Et quel plaisir de constater que les nouveaux venus suivent l'exemple des grands anciens ! M. Giscard d'Estaing

a médité toute la semaine dernière le choix d'un Chirac, qui a fait ses preuves en organisant la déconfiture du gaullisme. Il revient aujourd'hui à ce « jeune loup » le privilège de diriger la curée, en réduisant ou en détruisant le groupe parlementaire de l'U.D.R. S'il réussit le débauchage des députés gaullistes, s'il pratique habilement le chantage à la dissolution, M. Chirac aura bien mérité de la République.

Qui s'étonnerait de telles pratiques ? La composition de l'Assemblée et les règles d'une Constitution demeurée parlementaire dans son principe les imposent. Et puis, lorsqu'il promettait le « changement », rien ne forçait M. Giscard d'Estaing à préciser que le mouvement se ferait vers le passé.

La répartition des postes ministériels nous en apprendra plus sur la nature et la solidité de la « nouvelle majorité ». A l'image de la victoire de M. Giscard d'Estaing, elle risque

d'être médiocre et aléatoire. Elle risque aussi d'être confrontée à d'insurmontables problèmes économiques, comme l'a rappelé le gouverneur de la Banque de France en démontrant que l'inflation ne pouvait être vaincue que par un arrêt complet de l'expansion. Les Français vont donc subir, durement, les conséquences de cinq semaines d'électorisme et de plusieurs mois d'immobilisme pré-électoral.

Les basses manœuvres parlementaires et les équilibres savants ne seront d'aucune utilité pour résoudre le dilemme économique et pour prévenir les revendications qui s'annoncent. Né dans la médiocrité, établi sur de médiocres compromis, le nouveau régime risque de couler sous le poids de ses propres mensonges. Le « Chant du départ » cher à M. Giscard d'Estaing pourrait alors prendre une singulière résonance.

Bertrand RENOUVIN

à gauche comme à droite

le mythe de la nationalisation

Au cours de leur débat télévisé, MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand avaient pris le soin d'apporter chacun leur exemplaire de la Constitution. Pourtant le problème institutionnel ne les retint pas un instant.

Au contraire la politique budgétaire, économique et sociale furent les seuls problèmes abordés de front : réévaluation du franc, déficit budgétaire, hausse des prix, financement des promesses sociales et surtout **nationalisations**, autant de possibilités de confrontations passionnantes entre deux doctrines, deux attitudes. En fait le débat a déçu les partisans de l'un comme de l'autre par la médiocrité des arguments et le caractère superficiel des critiques.

Par exemple le débat sur les nationalisations relève de l'opposition de deux mythes (au sens d'idées porteuses d'espérances) qui se sont dégradés dans la réalité. D'une part celui d'une « croissance » assumée par une économie soumise aux « lois du marché », dont les conséquences seraient totalement positives, ultime solution à tous les problèmes. D'autre part celui des « nationalisations », principe-clé du Programme Commun, condition nécessaire — et parfois présentée comme suffisante — de la libération des travailleurs. D'un côté comme de l'autre, deux mythes aux connotations purement économiques.

Mais au-delà des slogans, les réalités sont moins tranchées. Le binôme « croissance-nationalisations » reste au cœur même de la logique de notre société, quels qu'en soient les gestionnaires.

COLLECTIVISME...

Après la **grève générale** chère aux syndicalistes révolutionnaires du début de ce siècle, avant l'**autogestion** ardemment prônée par les nouveaux socialistes du P.S. et de la C.F.D.T., le mythe social de la « **nationalisation** » s'inscrit dans la tradition d'un certain socialisme jacobin. Après avoir suscité l'opposition du Parti Communiste en 1936, le principe de la nationalisation repris en 1945-1946 est, depuis, fortement coloré d'un collectivisme qui en accentue les ambiguïtés. Ainsi l'expérience vécue par la France depuis 1946 — nationalisations purement politiques (Renault) ou à visées économiques (E.D.F., Houillères, aéronautique, crédit) — tout en donnant une nouvelle dimension au mythe, la réduit à un environnement socio-économique donné, celui du néo-capitalisme.

Inscrite dans le Préambule de la Constitution de 1946, reprise intégralement dans celle de 1958, la nationalisation signifie le retour à la collectivité nationale de « **tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait** ».

Cette idée n'a pu résister à l'épreuve des faits sans être dénaturée. Aujourd'hui, si le secteur nationalisé et, dans une conception plus large, le secteur public ont su faire preuve d'un certain dynamisme économique, le principe de la nationalisation est le plus souvent assimilé à l'étatisation dans le sens le plus bureaucratique, le plus péjoratif du terme. Aux yeux du candidat de la droite, et de la majorité des Français, la nationalisation est tout naturellement devenue synonyme de gabegie, d'inefficacité, de non-rentabilité. Le pourfendeur patenté du « **collectivisme bureaucratique** » — dissimulant ses propres tendances au « **dirigisme technocratique** » — avait là un terrain de choix, et il lui suffisait d'ignorer publiquement quelques réussites flagrantes de la nationalisation pour recueillir non seulement les voix de ceux qui ne pensent et n'agissent qu'en fonction de la rentabilité, ou de ceux qu'effraie le « **collectivisme** », mais aussi l'assentiment de ceux qui, nombreux dans la classe ouvrière, savent par expérience que la nationalisation ne résout pas tous les problèmes de l'emploi, du salaire, du travail, de la justice sociale, loin de là !

... OU ETATISATION EN DOUCEUR

Ils ignorent pourtant, ou feignent d'ignorer, que d'une idée de la gauche, la droite a fait une réalité car le **capitalisme lui aussi pratique le système de la « nationalisation-étatisation »**.

On imagine difficilement Renault lancer une O.P.A. sur tel ou tel de ses concurrents. Mais c'est ce que fait actuellement la S.N.P.A. (Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine) en jetant son dévolu sur les laboratoires Castaigne. Or la S.N.P.A. est une entreprise nationale puisque contrôlée à 51 % par le groupe pétrolier d'Etat Elf-Erap. Déjà il y a plus d'un an, la S.N.P.A. avait pris le contrôle des laboratoires Labaz ; six mois plus tard les laboratoires Michel Robillart subissaient le même sort, tandis qu'elle obtenait 36 % des laboratoires Yves Rocher. Avec le passage de Roussel-Uclaf sous le contrôle de la firme allemande Hoechst, la S.N.P.A. devient donc le second groupe pharmaceutique français derrière Rhône-Poulenc.

Il est intéressant de mentionner la présence de Rhône-Poulenc sur la liste des neuf entreprises à nationaliser établie par la gauche. Peut-on être sincère, lorsqu'on dénonce comme une utopie dangereuse la nationalisation officielle du plus important groupe pharmaceutique français tout en s'efforçant d'étatiser le reste de l'industrie pharmaceutique ?

Critiquable dans son fonctionnement, son efficacité, le secteur public l'est certainement. Les causes en sont multiples. Phénomène bu-

reaucratique, enlèvement dans la routine, absence de sanction par l'échec, propension de chaque structure à développer son propre système, à engendrer le parasitisme, mais aussi naissance de technocraties à l'intérieur comme à l'extérieur. Mais cela est tout aussi vrai dans le secteur privé.

Car il est une méthode plus subtile, sinon moins pernicieuse, développée avec un succès certain depuis seize ans, qui permet de réaliser l'**étatisation en douceur** de la quasi-majorité des grands groupes industriels français. L'ancien ministre, le haut fonctionnaire proche de la retraite qui « **pantoufle** » dans un Conseil d'Administration trop heureux de toucher des jetons de présence et des tantièmes substantiels pour tenter d'intervenir dans la gestion, survient ici ou là. C'est pourtant une race en voie de disparition.

Depuis une vingtaine d'années des techniciens compétents ont investi les plus hauts postes de l'Etat. Le pouvoir qu'ils surent acquérir aux époques d'instabilité ministérielle chronique, ils l'ont conservé et renforcé. Aujourd'hui le « **pouvoir réel** » sur la vie de la nation est pratiquement de leur ressort en l'absence d'un pouvoir politique véritablement indépendant. Mais l'administration n'est rien sans de solides appuis dans les grandes entreprises qui forment le tissu économique de la France. La réciprocité est vraie. Anciens de Polytechnique ou de l'E.N.A., ils occupent à eux seuls tous les plus hauts postes de l'Administration, toutes les plus hautes fonctions de l'économie. Il n'est pas une seule grande entreprise française qui ne soit dirigée par un polytechnicien (ou un centralien à la rigueur). Véhiculant une idéologie de la croissance au service d'un élitisme douteux, ils se forment en castes, investissant tous les secteurs de la vie économique, rejetant ouvriers et employés, cadres et techniciens dans la médiocrité par absence de responsabilités positives.

C'est cette caste qui, abusant de la majorité des Français, vient de prendre le pouvoir et transformer l'Elysée en un centre de gravité du conglomérat haute administration / direction générale des grandes firmes.

L'idéologie de la croissance, qu'elle propage, s'emploie inlassablement à dé-privatiser la vie économique au niveau de l'entreprise, à exclure les citoyens des responsabilités, à désapproprier l'homme lui-même. Et cela au nom de la « **défense de la propriété privée** ».

Faux dilemme que celui de la croissance et des nationalisations. C'est en réconciliant progrès et nation, croissance et nationalisation qu'il pourra être résolu.

(à suivre)

P. D'AYMERIES

où va la gauche ?

49,29 % des suffrages exprimés soit quelque 13 millions de voix ! La gauche a obtenu le 19 mai son plus beau résultat électoral de la V^e République. Il faut remonter aux scrutins organisés dans l'euphorie de la Libération pour retrouver des pourcentages analogues.

Et cependant ce succès n'est pas la victoire. François Mitterrand s'est cogné à la barre des 50 % sans parvenir à la franchir. La gauche serait-elle donc vouée au rôle de perpétuelle opposante ? Valéry Giscard d'Estaing aurait tort de se rassurer facilement en faisant ce genre de raisonnement. **La gauche non seulement progresse mais en outre se transforme de façon à devenir de plus en plus conquérante.**

LA VIEILLE GAUCHE...

Lorsque l'union de la gauche fut réalisée en 1965, les conditions différaient sensiblement de maintenant. Mitterrand candidat unique — déjà ! — aux présidentielles n'était que le leader d'un groupement de clubs, la Convention des Institutions Républicaines plus riche en idées qu'en électeurs.

La S.F.I.O., sclérosée par la direction de Guy Mollet, perdait du terrain à chaque élection et se repliait sur ses bastions municipaux du Nord - Pas-de-Calais et du Midi. Dans ces zones les maires tenaient les électeurs par un savant mélange de népotisme, de démagogie et de paternalisme.

Seul le P.C. faisait figure de parti solide avec ses 250.000 militants et ses quatre millions d'électeurs. Mais son monolithisme, son stalinisme encore tout récent, ses liens avérés avec l'U.R.S.S. en faisaient le croquemitaine de la politique française. Ses partenaires recherchaient ses voix nécessaires notamment aux élections législatives mais se défiaient de lui.

Les débuts de l'alliance conflictuelle de la gauche ne furent guère brillants. Au premier tour des élections présidentielles de 1965, **Mitterrand faisait à peine 32 % des voix.** Il ne montait à 45 % au second tour que grâce aux voix de la droite anti-gaulliste qui, sachant que de toute façon le général serait élu, se payait le luxe de voter pour son adversaire afin de réduire la marque.

Aux législatives de 1967 la gauche non communiste — P.S.U. excepté mais radicaux compris — s'était fédérée en une F.G.D.S. (Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste). Celle-ci obtenait à peine 18,9 % des voix alors que radicaux et socialistes réunis en faisaient plus de 26 % sous la IV^e République. Le P.C. obtenait 22,5 % des voix et le P.S.U. 2,2 %. La gauche, minoritaire, progressait cependant sensiblement au Parlement grâce à un report au second tour d'électeurs centristes désireux une fois encore de donner gratuitement une leçon à la majorité sortante.

En 1967 un élément nouveau intervenait cependant. Mitterrand était devenu président de la F.G.D.S. et s'efforçait de rénover les « vieilles maisons » de la gauche historique en s'appuyant sur ses clubs. Ce qui n'allait pas sans une sourde hostilité des « apparatchikis » S.F.I.O.

... ET LE CYCLONE DE MAI

Mai 1968 allait révéler la fragilité de l'échafaudage élaboré par Mitterrand. La gauche électorale n'eut aucune part dans le mouvement. Les communistes le condamnèrent. Le maire de Château-Chinon essaya de le récupérer. A cet effet il se posa en candidat successeur de de Gaulle lorsque celui-ci parut s'effacer.

Aux élections de juin 1968, la gauche soupçonnée de noirs desseins subversifs perdit trois points. Mais surtout, au second tour, les centristes votèrent comme un seul homme pour les candidats de la majorité et une centaine de sortants socialistes et communistes allèrent au tapis.

La F.G.D.S. ne résista pas à la défaite et se disloqua quelques semaines plus tard. Le départ du général en avril 1969 la surprit en pleine désorganisation. Elle ne présenta pas moins de quatre candidats aux présidentielles qui réunirent en tout moins de 31 % des voix. Le S.F.I.O. Defferre pour sa part se ridiculisait avec 5,01 % des suffrages, talonné par Rocard. Le parti socialiste semblait dès lors fini et la gauche vouée à l'impuissance.

Mais dans le même temps la gauche se révélait particulièrement active sur d'autres plans. L'appareil syndical et municipal du P.C., puissant mais peu enclin aux épreuves de force révolutionnaires, était constamment harcelé, sollicité, débordé par les mouvements universitaires et les grèves sauvages. La C.F.D.T. animée par les chrétiens ayant fait « l'option socialiste » se montrait particulièrement active dans ce genre de combat.

UN P.S.U. QUI A REUSSI

Le coup de génie de Mitterrand fut de donner une expression politique à ces forces vives en s'emparant du parti socialiste. Abandonné de tous en 1968, il réussissait en 1971 à se faire porter premier secrétaire du P.S. (nouveau nom de la S.F.I.O. depuis 1969) par une invraisemblable coalition comportant aussi bien les « gauchistes » du C.E.R.E.S. que l'aile droite du parti, Defferre et Mauroy en tête. Dans les deux années qui suivirent, on assista à une O.P.A. en règle sur le parti par les chrétiens de gauche venus de « Vie Nouvelle », du P.S.U., de la C.F.D.T. Cette dernière faisait d'ailleurs figure — de façon un peu trop schématique — comme le pendant socialiste de la C.G.T. communiste.

Les élections de 1973 ont concrétisé ce renouveau mais aussi cette évolution. Tandis que le P.C. marquait le pas (+ 1 %) par rapport à 1968, la coalition P.S. + radicaux de gauche passait de 16,6 à 20,8 %. Mais la géographie électorale du P.S. évoluait profondément : recul dans le Midi, poussée dans l'Est et l'Ouest. Autrement dit à un parti de clientèle a commencé à se substituer un mouvement qui réussit à tenir le pari perdu par le P.S.U. des années 60 : attirer à la gauche les « couches nouvelles » en révolte contre l'état bureaucratique mais rebutées par anticléricalisme de la vieille S.F.I.O.

Le 19 mai cette évolution s'est confirmée. Mitterrand ne retrouve pas ou dépasse à peine les pourcentages atteints par l'ensemble des candidats de gauche en 1973 dans les départements méditerranéens, bastilles paléo-S.F.I.O. et communistes. Même échec relatif dans le Pas-de-Calais de Guy Mollet. En revanche il améliore de plus de cinq points (voire de plus de dix points !) les scores de 1973 en Alsace, en Lorraine, en Vendée, Anjou, Normandie...

Dans le même temps les sondages de la campagne électorale ont montré que l'électorat de Mitterrand mobilisait une majorité accrue de jeunes et d'ouvriers. Le néo-socialisme a réussi à ramener à lui un électorat populaire un instant séduit par le gaullisme. C'est en grande partie la France du travail qui a voté à gauche les 5 et 19 mai.

Une France qui a cru à la victoire, qui s'est mobilisée massivement pour voter. A l'inverse toutes les nuances de la droite, du centre, tous les conservatismes d'âge et de classe se sont ligüés pour faire passer Giscard de justesse.

ET DEMAIN ?

Un tel clivage est gros de promesses pour la gauche. Pour qu'elle puisse l'emporter demain, il lui faut réaliser deux conditions.

— D'abord atténuer la peur qu'inspire encore le P.C. aux classes moyennes. Ceci est parfaitement envisageable. Le P.C. se fait de plus en plus rassurant. En outre il n'a pas l'initiative du jeu. Ce n'est pas par lui que la gauche progresse. Ce n'est pas Marchais qui fait figure d'homme d'Etat personnalisant les espoirs de la gauche. Malgré son implantation syndicale et son incrustation gênante dans quelque 1.500 municipalités, il fait figure maintenant de brillant second. Tout ceci rend de moins en moins crédible aux yeux des Français l'hypothèse d'un coup de Prague dans le cas d'une victoire de la gauche.

— Ensuite trouver un leader à la dimension présidentielle. Mitterrand est usé par deux échecs, même honorables, et sera trop âgé dans sept ans. A ce sujet il serait intéressant de surveiller ce que va faire Rocard. Son entrée au P.S. comme dauphin de Mitterrand n'est pas à exclure. Et Rocard sait mieux que Mitterrand parler face à un Giscard le langage des chiffres. Economiste brillant, pianiste distingué, issu de l'inspection des Finances comme le nouveau Président, il saurait donner à la gauche l'image aérodynamique du socialisme à la scandinave.

Autrement dit, la République de Trigano et des gestionnaires de la nouvelle gauche se prépare à prendre la relève dans quatre ou sept ans de celle de Giscard et des princes-banquiers. Raison de plus pour que nous tentions de capter ces couches nouvelles qui croyant faire la révolution anticapitaliste, ne feront que mettre au pouvoir une nouvelle équipe de « managers » tout aussi aseptisée et tout aussi odieuse que celle qui nous gouverne.

Arnaud FABRE

4^e conseil national

continuer la campagne de bertrand renouvin

Une évidence majeure a dominé les travaux du 4^e Conseil national : **à un moment crucial de l'histoire du pays, notre message politique reçoit une dimension nationale.** La campagne de Bertrand Renouvin a donné au courant royaliste une audience sans proportion aucune avec les moyens dont il disposait jusqu'alors. Comment allons-nous poursuivre cette campagne ? lui conserver la même audience ? prolonger et développer l'explicitation du message qui a été lancé ? Tous les travaux des deux journées de ces assises de la **N.A.F.** ont tourné autour de ces questions. Très naturellement, dans sa conclusion, Yves Lemaigen, président du comité directeur, synthétisait tout cela en quelques formules frappantes. **Georges Séguy**, notait-il, **a déclaré que pour les travailleurs il ne pouvait être question de longues vacances. Il en est de même pour nous.** Encore ces vacances seront-elles un point fort de notre année. Avant que ne se développe avec la rentrée une phase nouvelle qui nous commandera, sans doute, de nous insérer dans un contexte de luttes souvent sévères, *peut-être explosives*, il nous reste à profiter des mois d'été pour développer la force de notre mouvement, rassembler, fédérer tous ceux qui se sont trouvés au diapason de Bertrand Renouvin durant sa campagne.

Il faut citer un certain nombre d'initiatives exemplaires dont le déroulement et l'esprit furent développés devant les délégués.

- Paris prépare une série d'opérations ponctuelles dans des quartiers ou groupes d'immeubles. Il s'agit d'opérer sur un espace réduit une propagande intensive par affiches, tracts ou prospectus, suivis de ventes régulières de la **N.A.F.-hebdo** à un même endroit devenant ainsi une sorte de permanence d'explications et de discussions.

- La fédération Nord-Pas-de-Calais organise fin juin un rallye qui conduira un certain nombre d'équipes à sillonner des itinéraires prévus, s'arrêter à certains endroits pour organiser des ventes massives, rendre des visites à des personnalités locales, le tout se terminant par une réunion générale lors d'une soirée-débat.

- Le Sud-Est organise deux fêtes de la Saint-Jean, l'une à Pont-d'Ain, l'autre près d'Agde. Cette dernière sera le coup d'envoi de l'opération qui sera lancée dans la région lors d'un camp de style nouveau : propagande sur les plages, prises de contact dans les villages de l'arrière-pays, organisation de soirées spectacles, de forums, etc. Une expérience qui s'avère déjà passionnante et qui s'insère dans une réalité moderne, une donnée essentielle de civilisation : la société des loisirs.

- Sur tout le territoire national, va se développer une campagne intense d'affichages, là surtout où le message de Bertrand Renouvin a rencontré échos et sympathies. Il y a des centaines de rencontres à faire qui peuvent aboutir à des adhésions. Ce n'est pas pour rien que le parti communiste a immédiatement demandé à ses militants de rassembler leurs efforts pour tirer tout le profit possible du grand courant électoral de gauche et ainsi déclencher une gigantesque campagne d'adhésion.

- Deux instruments spéciaux de propagande seront à la disposition des militants pour l'été : un numéro d'**Arsenal** « spécial post-présidentielles » qui donnera l'analyse approfondie de la situation politique, de la radiographie réelle de la France moderne et des perspectives qui vont s'ouvrir à l'action politique. De même un numéro spécial de 16 pages de la **N.A.F.-Hebdo** sortira fin juillet. Il développera les objectifs du mouvement royaliste pour un public de vacances qui nous connaît souvent mal.

Il faudrait ajouter beaucoup d'autres choses encore pour donner une idée exacte de ce 4^e Conseil national et de ses travaux, citer les rapports, les discussions. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Disons simplement qu'un intense travail de réflexion, qui préparera des décisions essentielles, va être accompli durant tout l'été. Lors de la session de mi-septembre qui rassemblera nos cadres en Bretagne pour le lancement de l'année, une ligne sera définie qui fera de l'année prochaine une grande étape du développement du mouvement royaliste moderne.

Jacques BLANGY

état, société, nation la conjonction

Avec la mort de Georges Pompidou et l'élection présidentielle du 19 mai, la V^e République a pris un tournant décisif et dangereux.

Son fondateur avait pensé réaliser la stabilité en instaurant un compromis habile entre régime présidentiel et régime parlementaire. Ainsi la mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée a été limitée et divers garde-fous en ont réduit les pouvoirs de contrôle.

FIN DE LA MAJORITÉ ?

Il n'en reste pas moins que le Gouvernement, pour durer, a besoin d'une majorité parlementaire. Le flottement à la tête de l'Etat — provoqué par la maladie du Président — l'avait déjà ébranlée. L'élection de M. Giscard d'Estaing la menace aujourd'hui d'éclatement.

Son principal parti, l'U.D.R. est écartelé actuellement en trois tendances. Les partisans de Chirac se sont dès avant le premier tour ralliés à Giscard. Vient ensuite l'immense masse des attentistes. Reste enfin le clan des durs avec Debré et Chaban.

Déjà trois U.D.R. dans l'U.D.R. ! Ces divisions n'entraîneront peut-être pas une instabilité à court terme car Giscard et Chirac ont montré qu'ils étaient habiles et savaient très bien pratiquer le jeu parlementaire : débauchage et chantage à la dissolution. Or on sait bien que les gaullistes n'ont absolument pas intérêt à se retrouver devant leurs électeurs en juin ou octobre.

Ainsi la majorité sera-t-elle maintenue par des artifices tactiques. Mais elle sera ambiguë et le mariage de l'U.D.R. avec Lecanuet nécessairement éphémère.

Après seize ans de majorité absolue et d'inconditionnalité parlementaire, on risque de revenir à une situation presque analogue à celle de la IV^e République : majorités aléatoires et instables, gouvernements condamnés à l'immobilisme.

DROITE CONTRE GAUCHE

En cas de conflit trop grave entre le chef de l'Etat et sa majorité, une dissolution interviendrait. Les nouvelles élections se dérouleraient sous le signe de l'affrontement droite-gauche comme cela s'est produit au cours des dernières semaines. Notons par parenthèse le grave échec que ce clivage constitue pour le gaullisme : alors que De Gaulle avait réussi à prendre des voix à la gauche et au P.C., la carte des électeurs de 1974 recouvre très exactement celle de 1956. Ainsi disparaît la troisième force qu'avait voulu représenter sur les plans électoral et constitutionnel De Gaulle et Pompidou, et que Chaban a conduite au naufrage.

**TELEGRAMME ADRESSE
A MONSIEUR
LE COMTE DE PARIS**

A l'issue de ses travaux consacrés à la situation d'une France divisée et inquiète, le Conseil National de la Nouvelle Action Française, réuni à Paris les 25 et 26 mai, exprime au Prince sa respectueuse fidélité et le profond dévouement des militants royalistes soucieux de concourir à la restauration de la Monarchie qui, seule, peut réaliser l'unité de la nation.

ction des crises

Si la gauche l'emportait face à Giscard au cours de législatives, nous aurions le schéma de blocage des institutions souvent décrit dans la N.A.F. Il ne resterait au Premier ministre qu'à tenter des opérations de débauchage chez les socialistes, ce que le contexte politique actuel rend peu crédible.

Face à ce risque, que nous propose Giscard ? La transformation de la V^e République en régime purement présidentiel, c'est-à-dire une séparation radicale entre l'Assemblée et l'Exécutif. Cela ne supprime pas le risque de conflit entre les deux pouvoirs, conflit qui a éclaté chaque fois qu'il y a eu un système présidentiel dans l'histoire de notre pays.

Le premier président de la V^e République avait une aura quasi-charismatique. Le second avait le prestige d'un dauphin désigné. Le troisième fait figure de chef d'une fraction de la France élue contre l'autre. Il aura du mal à enrayer le processus de dégradation des institutions.

Ceci constitue un phénomène essentiel pour notre action à venir. Car on ne peut concevoir d'instauration monarchique en dehors d'une crise de l'Etat se révélant insoluble tout d'un coup. Ce n'est pas le cas dans l'immédiat. Au contraire l'arrivée au pouvoir de Mitterrand obligé alors de dissoudre l'Assemblée aurait accéléré le processus.

Nous devons travailler dans l'hypothèse d'un blocage du système, blocage d'autant plus grave qu'il n'y a pas de solution. Le compromis gaullien entre présidentialisme et parlementarisme constituait en effet la dernière chance de la démocratie.

COMITE DIRECTEUR

A la suite du renouvellement partiel du Comité Directeur — effectué à l'occasion du Conseil National — la nouvelle composition est la suivante :

M. Yves Lemaigen, président

Mlle Yolande de Prunelé

MM. Yvan Aumont

Jacques Beaume

Georges Bernard

Gérard Leclerc

Michel Ledoyen

Bertrand Renouvin

Philippe Villaret

SOCIÉTÉ BLOQUÉE

Quant aux problèmes de société et aux revendications sociales que Giscard d'Estaing devra affronter, il est plus difficile de faire des prévisions. Une chose est sûre cependant : nous serons bientôt confrontés à une crise sociale extrêmement grave. Tout le monde l'attend et s'y prépare. Elle sera d'autant plus dure que, malgré les promesses électorales, Giscard d'Estaing ne pourra tenir tout ce qu'il a promis. A l'heure actuelle, les techniciens tentent d'inventer des opérations en trompe-l'œil qui permettraient de camoufler les mesures d'austérité imposées par la conjoncture économique. Ces mesures seront d'autant plus mal supportées par les catégories sociales défavorisées et exclues des responsabilités que Giscard d'Estaing se montrera incapable de mener à bien les réformes profondes qu'exige notre temps : pouvoir dans l'entreprise, fin des mégalofoies, solution du malaise scolaire...

L'INDEPENDANCE EN QUESTION

Qui plus est, le problème diplomatique revient au premier plan. Tout d'abord la question des rapports Europe-Etats-Unis reste pendante alors que l'Angleterre tente une manœuvre visant à placer les Neuf dans la communauté atlantique.

En outre, risque de se poser avec une certaine acuité le problème européen. Distinguons deux plans.

— Au niveau économique, Giscard-Lecanu et Abelin ne peuvent faire grande chose en matière d'intégration. La conjoncture s'y oppose comme le montre la position de retrait prise par l'Italie durant la campagne.

— Les risques sont plus grands dans le domaine de l'Europe politique. Lorsqu'un état s'avère incapable de résoudre les problèmes économiques et sociaux à l'échelon national il est toujours tenté d'opérer une véritable fuite en avant en expliquant que la dimension européenne, l'exécutif européen intégré les résoudront d'un coup de baguette magique. Pompidou a tenté l'opération une première fois avec son référendum d'avril 1972. Giscard d'Estaing peut le rééditer d'autant plus qu'il n'est pas défavorable à l'Europe politique et qu'il s'appuie sur le groupe de pression centriste.

Nous devons également faire extrêmement attention en matière de défense. Giscard d'Estaing a parlé durant sa campagne de la possibilité d'intégrer la force de frappe dans un système de défense européen, ce qui revient à nier en fait toute la valeur de la force de dissuasion.

NOS COMBATS

Nous ne pouvons en dire plus, tant que nous ne savons ni le nom du Premier ministre ni celui du ministre des Affaires étrangères ou

des Affaires sociales. Je crois néanmoins que les quatre thèmes-force que nous aurons à développer durant les mois à venir seront les thèmes de ma campagne électorale.

1) Thème de l'Etat, fondamental aujourd'hui devant la situation de crise qui s'amorce.

2) Thème de la critique de la société industrielle développée dans la N.A.F. depuis trois ans.

3) Thème de l'indépendance nationale qui risque d'être un des thèmes majeurs du combat politique de demain.

4) Enfin nécessité pour la N.A.F. de se maintenir hors des clivages afin justement de préparer cette solution de recours que sera la monarchie en cas de crise grave des institutions.

Il faut noter que la situation pour la N.A.F. est beaucoup plus favorable qu'elle n'a jamais été depuis sa création. Les habiletés du système Pompidou à surmonter les écueils, sa stabilité institutionnelle nous ont considérablement gênés dans notre action et notre travail de démonstration. On pouvait même se demander après les législatives de 1973 si on n'allait pas avoir le pompidolisme pendant trente ans.

Or les faits ont voulu que ce pompidolisme disparaisse et qu'il entraîne avec lui, Chirac et Giscard aidant, la fin du gaullisme.

En outre la conjonction du problème de l'Etat, de la Société et de la Nation, grave pour notre pays n'en permet pas moins un développement considérable de notre propagande et de notre action. Elle peut permettre à moyen terme l'instauration d'une monarchie — appelée par le problème institutionnel — et à laquelle nous ne sommes pas les seuls à penser.

RAPPORT POLITIQUE

25 mai 1974

Bertrand RENOUVIN

LE CONSEIL NATIONAL

Créé en décembre 1972, le Conseil National de la NAF, convoqué trois fois par an, comprend outre le Comité Directeur et les anciens membres de celui-ci qui y siègent de droit, des militants désignés par la Direction Générale en fonction de leur ancienneté et des fonctions de responsabilité effective qu'ils exercent.

Le Conseil National qui s'est tenu les 25 et 26 mai comportait 53 participants dont 7 femmes. La moyenne d'âge était de 32 ans. 82 % des unités de province y étaient représentées.

cardinal jean danielou

le deuil de l'église de france

La disparition du cardinal Daniélou a été ressentie douloureusement par tout ce qui compte intellectuellement dans ce pays bien au-delà de la communauté qui pleure son chef spirituel, l'Eglise de France. « Ce nombre de jeunes, d'étudiants, est bien le signe de ce qu'était le père Daniélou » me confiait Maurice Clavel à la sortie de Notre-Dame, l'autre vendredi. Le Père Daniélou, on continuait à l'appeler comme cela, c'était avant tout l'intelligence de la foi, la culture humaine la plus vivante, la plus exigeante mise au service des hommes, des jeunes, des intellectuels pour les faire avancer au cœur du mystère divin. Des générations d'étudiants le verront toute leur vie sur la route de Chartres où, à la suite de ce Péguy qu'il aimait tant, il cheminait avec eux. Des générations d'étudiants et de prêtres se souviendront toujours de ces cours où le doyen de la faculté de théologie de Paris brusquement s'enflammait lorsqu'il abordait un de ses thèmes favoris : la chrétienté par exemple qui ne saurait être une petite élite, mais l'ensemble du peuple de Dieu.

Etudiant en province, j'avais lu l'historien des origines du christianisme, le patrologue, le spécialiste d'Origène et du platonisme chrétien. J'avais lu au fur et à mesure ses livres toujours aussi mordants dans le fil de l'actualité. Je me souviens particulièrement encore de *Scandale de la vérité*, l'*Oraison problème politique*. Cette pensée m'atteignait directement, me semblait toute proche. Je ne voyais pas de divergences fondamentales entre ce que mes maîtres m'avaient appris et l'enseignement du futur cardinal, quelles qu'aient pu être les origines familiales et politiques de celui-ci. A l'opposé des miennes, semblait-il.

Le père du cardinal Daniélou, plusieurs fois ministre de la III^e République, était un radical

de gauche. Mais il semble que la sensibilité politique du jeune homme des années trente, de l'élève de normale sup ait été beaucoup plus marquée, comme sa génération, par les mouvements non conformistes que par le vieux radicalisme. Il fut sensibilisé ainsi pour toujours aux problèmes de civilisation, ceux qu'abordaient un Mounier et son beau-frère Georges Izard associé à *Esprit*, mais aussi un Fabrégues ou un Maulnier formés à l'école de Maurras. Il faut voir peut-être là une des raisons de son ouverture d'esprit, de son absence de sectarisme.

Il n'avait pas, par exemple, à l'égard de Charles Maurras cette attitude butée et souvent hargneuse des prêtres de sa génération ou même de plus jeunes. Son intelligence était trop vive pour être insensible à une telle lumière. Il affirmait avec force la spécificité du politique et reconnaissait au maître de l'A.F. le mérite de l'avoir défini mieux que quiconque. Je garde le souvenir d'un long entretien qu'il avait bien voulu m'accorder dans son bureau de la rue Notre-Dame-des-Champs où il m'avait expliqué cela et m'avait également montré à quel point il était au courant de l'ensemble du débat philosophique et théologique qui avait existé autour de la pensée de Maurras. Il m'avait en particulier parlé du livre du père Descoqs.

Mais, s'il m'avait fait venir, c'était pour m'interroger sur la N.A.F., ce que nous étions, comment nous nous situions par rapport à notre héritage, quels étaient nos objectifs. Cela l'intéressait au plus haut point. Nous étions, alors, au démarrage d'*Arsenal*. Je lui avais expliqué l'esprit de la revue. Sur ce point, il manifestait plus que son intérêt : une équipe de jeunes intellectuels se lançant dans le combat intellectuel le plus brûlant, cela allait dans le sens de ce qu'il espérait d'un grand réveil de la pensée philosophique, politique dans la jeunesse

française. Plus tard, il me recommandait de continuer à lui envoyer *Arsenal*.

Je ne raconte pas cela dans le but ridicule d'annexer le cardinal Daniélou. Cet esprit d'ouverture, il le manifestait à l'égard de bien d'autres avec son indépendance, totale. Mais je dois dire qu'au milieu d'excellences falotes, aussi inconsistantes que bavardes et souvent aussi bornées de tempérament que fermées aux débats de l'esprit, cela faisait chaud au cœur d'avoir quelqu'un à qui parler, quelqu'un capable d'engager le débat intelligiblement. Des milliers de gens qui étaient conscients de son rôle fondamental dans l'Eglise de France, ont brusquement compris le coup que leur infligeait la mort du cardinal.

Avions-nous tant d'évêques qui soient d'authentiques docteurs pour perdre le cardinal Daniélou ? Mais, ici, nous sommes dans le mystère où il nous faut continuer à progresser selon les enseignements de celui en qui le peuple chrétien humble et fidèle se reconnaissait secrètement.

Gérard LECLERC

P.S. : J'étais à Notre-Dame vendredi avec une délégation de notre mouvement. Nous y avons retrouvé d'autres amis. Pierre Debray qui étudiant avait été tout proche de son aumônier avec qui il n'avait cessé d'entretenir les meilleures relations par la suite. Pierre Boutang, également. Le cardinal m'avait parlé de l'*Ontologie du secret*, où il voyait un ouvrage majeur, la restauration de la grande métaphysique. La cérémonie de Notre-Dame fut belle et priante. Une seule fausse note : l'inconsistante homélie du P. Arrupe, général des jésuites. Une misère dans une pareille circonstance ! La lecture d'un texte du grand théologien défunt au terme de l'office vint heureusement donner la note spirituelle et intellectuelle qui manquait.

la mort d'un duc

Duke Ellington vient de mourir. La disparition de ce grand jazzman touche tous les musiciens et tous les mélomanes, pas seulement le public du jazz. Ellington a été, pardon, est un des plus grands créateurs de son pays.

Parti des sources originelles du folklore des Noirs Américains, son œuvre est devenue un symbole de la musique des Etats-Unis. Ce n'est pas le blues, le swing, Harlem, l'Afrique, c'est la musique. Si le Duke a exprimé l'universel, le permanent dans l'homme, l'amour, la vie, la mort, la fête, la danse, le religieux, son obsession de la communauté noire reste présente jusque dans notre littérature : repensons au merveilleux gâteau d'anniversaire de Chloé dans *L'Ecume des jours* de Boris Vian..

Mais le plus grand hommage que les musiciens de France pourraient lui rendre ne me paraît pas être seulement de rejouer, d'écouter, de conserver sa musique, mais de suivre le magistral exemple qu'il nous laisse en héritage : vivre nos folklores, notre blues breton, occitan, antillais... et lui donner la dimension universelle, classique/moderne que le Duke a donné à sa musique, pourtant toujours profondément enracinée.

Michel BRUN

diffusez le "projet royaliste"

Un livre de Bertrand Renouvin sur l'alternative de société dont la monarchie est le pivot. Bonne introduction aux objectifs des royalistes en 1974.

1 ex. : 15 F ; franco : 18 F.

5 ex. : 65 F ; franco : 69 F.

10 ex. : 100 F ; franco : 105 F.

Adresser les commandes accompagnées de leur règlement à l'Institut de Politique Nationale - B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01 - C.C.P. La Source 33 537 41.

III^e FESTIVAL DE MUSIQUE TRADITIONNELLE LES 1^{er} ET 2 JUIN A SAINT-LAURENT, 18 - CHER, PRES DE BOURGES ET DE VIERZON.
VENEZ NOMBREUX !

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

la n.a.f. cet été

d'agde... aux aubiers

Les moules sur la braise n'ont pas donné d'urticaire aux quelques courageux qui ont réalisé **Thau** en 1973. Ils remettent ça cette année mais à **Agde**, entre le 25 juillet et le 9 août. Nous comptons bien y voir le plus grand nombre de militants et sympathisants possible.

De la Grande-Motte à Agde, nous allons sillonner la région pour continuer la campagne d'explication auprès de tous les Français réfugiés sur les plages. Notre attitude sera adaptée à la situation particulière de l'endroit (destruction de l'environnement et loisirs de masse, pratique du monokini... sans oublier la dégustation du vin d'Abel Pomarède qui rafraîchira les gosiers et nous donnera le souffle suffisant pour gonfler les ballons distribués aux enfants).

A Agde, en matière de propagande, l'imagination sera au pouvoir !

La formation intellectuelle ne sera pas absente de nos préoccupations, mais il ne s'agit en aucun cas de doubler le camp de la rue des Aubiers en septembre.

Nous nous sommes fixé pour objectif de monter un « spectacle » nouveau, d'utiliser d'autres moyens de propagande en les adaptant aux préoccupations locales, de ressusciter aussi la fête. Prendre la parole en tout lieu est essentiel. Dans les mois à venir, il faudra sans cesse développer nos positions, les rendre plus vivantes auprès de la population.

Alors pas de répit cet été. Et à bientôt à Agde !

Conditions pratiques : Pour toute la durée du camp il sera demandé une participation de 125 F par personne couvrant l'ensemble des frais généraux du camp ainsi que les cinq repas collectifs les soirs d'animation. Pour les autres repas les campeurs pourront se procurer sur place nourriture et vin à des prix intéressants. La participation pour les campeurs de passage sera de 10 F par jour.

Le camp de formation organisé par la N.A.F. aura pour cadre cette année le centre de la Bretagne, en bordure de la forêt de Paimpont, dans notre « université de campagne » de la rue des Aubiers. Il se tiendra du 1^{er} au 11 septembre. Retenez ces dates dès aujourd'hui.

Ses participants ? Militants et sympathisants qui acceptent de réfléchir un peu pendant dix jours dans une ambiance détendue et amicale, avec l'aide de militants plus anciens qui y partageront leur expérience. Sans aucune exclusive cette formule s'adresse tout particulièrement aux jeunes qui s'engagent à poursuivre les activités pendant toute la durée du camp.

L'organisation d'une journée ? Suite de discussions, de travail personnel autour d'une conférence centrale. Des activités pratiques et la possibilité de détente sportive structurent le reste de l'emploi du temps. Le cycle de conférences est placé sous la responsabilité de Gérard Leclerc.

Après ces dix jours de formation, tous les participants seront mieux à même d'expliquer autour d'eux le projet de la NAF et plus efficaces dès la rentrée. C'est pour cela que nous conseillons tout particulièrement aux isolés de venir participer à ce camp.

Conditions pratiques : Le prix de séjour pour toute la durée du camp, tous frais compris sera de 210 F. Pour les personnes s'étant inscrites avant le 1^{er} août ce prix est ramené à 180 F.

avis aux abonnés

Si la bande de votre journal porte la mention 6/72, 6/73 ou 6/74 votre abonnement se termine à la fin du mois. Vous nous rendriez un grand service en le renouvelant spontanément.

réunions

AIX-EN-PROVENCE

Dîner-débat le vendredi 7 juin, à 20 h 15, à « La Taverne », cours Mirabeau, sur le thème « La situation après les élections », avec la participation de Gérard Leclerc, directeur politique de la NAF.

BORDEAUX

Une permanence est assurée les mercredi et vendredi de 18 heures à 20 heures dans les locaux de la N.A.F., 59, quai des Chartrons. Les personnes désireuses d'apporter leur soutien financier à la section peuvent le faire par versement au compte de Ph. Cailleux, C.P.P. 3917-83 V Bordeaux.

PUY-DE-DOME

Dimanche 2 juin, **Fête royaliste** au château de Busséol, près de Vic-le-Comte (30 km de Clermont-Ferrand), à partir de 11 heures.

Gérard Leclerc, directeur politique de la NAF, y prendra la parole. Stands divers, librairie, bar.

mercredis de la naf

La dernière réunion du trimestre aura lieu le mercredi 5 juin, à 21 heures précises. Bertrand Renouvin y fera une conférence sur :

« Le Comte de Paris,
un prince pour notre temps ».

Les mercredis de la N.A.F. ont lieu 12, rue du Renard (salle du 2^e étage).

CHANGEMENT DE TARIF

Les hausses constantes du prix du papier et les frais de fabrication nous contraignent à ajuster nos tarifs d'abonnement d'une façon sensible. Cette augmentation aura lieu le 1^{er} juillet. Tous les abonnements qui nous parviendront avant cette date bénéficieront encore de l'ancien tarif. En particulier tous nos abonnés ont la possibilité de renouveler par anticipation à l'ancien tarif.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1^{ER}

maurras et notre temps

Par-delà les polémiques les plus basses et les médiocres apologétiques, Gérard Leclerc veut retrouver l'essentiel de Maurras.

Un étonnant paradoxe veut que les adversaires de Maurras et ses plus mauvais « disciples » communient dans la même volonté d'étouffer un message. Il est tout de même significatif que les gloses et rééditions les plus récentes (*Au Signe de Flore* par exemple) concourent délibérément à occulter une pensée dont on redoute le dévoilement. Maurras n'a pas « bonne réputation ». A qui la faute ? Moins aux adversaires de Maurras qui le connaissent en général fort peu qu'à ceux qui se sont approprié sa pensée pour la travestir, la trahir et l'utiliser comme alibi à leur faiblesse intellectuelle.

C'est un Maurras trahi que Gérard Leclerc entreprend de restituer dans sa vérité. Il le fait en ami ; on ne comprend un être qu'en devenant son ami.

MAURRAS : UNE ESPERANCE

A travers cette re-lecture, nous découvrons l'apport principal de Maurras à notre temps : l'anthropologie que Gérard Leclerc explique dans un chapitre essentiel.

Dans un monde éclaté où l'homme a perdu tout espoir de voir renaître la cité, Maurras nous apporte un message d'espérance. Il nous redonne une confiance absolue dans les capacités humaines pour maîtriser l'évolution des sociétés, les fatalités qui semblent aujourd'hui

ramener le citoyen à un administré ou à un maillon de la divinité profit. Maurras, c'est l'opposé du néant vers lequel nous entraîne un monde fermement résolu à écraser tout ce qui nous reste de liberté créatrice. Maurras, c'est le refus de considérer la subjectivité humaine comme un obstacle à la vie. Contre la tyrannie de la gestion qui écrase les disparités pour soumettre le corps social à la loi de la rentabilité, l'homme doit se retrouver au centre du discours et du souci politique ; c'est le fondement de l'anthropologie de Maurras.

L'HUMANISME DE MAURRAS

Face à la logique implacable d'un système qui aboutit à transformer les citoyens en robots, Maurras incarne ce réveil des forces de vie contre tout ce qui est source de mal et de mort.

Dans un monde déserté par la joie de vivre, Maurras nous donne la description de l'homme éternel, qui fonde l'essence de la médiation politique. Cet homme, c'est Maurras lui-même, un homme révolté contre tout ce qui abaisse en lui le goût de la vie, la profondeur de l'intelligence et l'infini de l'amour. L'homme est ce genre d'être irréductible à un outil ou à quelque chose qui se laisse approprier et conduire. L'homme est quelque chose de divin à la charnière du matériel et du spirituel ; participant à l'indétermination foncière de la matière et à l'Intelligence du créé.

Cet homme-là est le sujet de la « politique » de Maurras, science architectonique, repère central de sa vie, lieu de convergence de son activité fabricante, de son amitié avec les êtres et les choses, et de sa volonté d'éterniser dans une œuvre commune son défi permanent à la mort.

MAURRAS, UN HOMME DE NOTRE TEMPS

C'est parce que Maurras est homme que son message est un appel à la vie. C'est cette volonté d'agir contre les forces de destruction qui lui confère ce caractère d'universalité.

Maurras nous invite à l'action. On ne peut assister à sa propre mort ; c'est pour cela qu'apparaît en filigrane derrière et dans la pensée de Maurras cette volonté de mettre fin à un système qui est un défi permanent à l'ordre des choses. Maurras nous conduit à envisager un projet de civilisation où l'homme redeviendrait sujet de la « Politique » ; c'est cette volonté de mettre fin à un système totalitaire qui fait Maurras de notre temps. C'est parce qu'il l'a bien compris, c'est parce que son esprit était d'une ouverture sans pareille aux choses, aux idées de son temps, qu'il incarne l'ultime et la plus belle des espérances pour demain que suscitent aujourd'hui cette floraison anarchique des énergies d'un peuple trop longtemps étouffé.

Marc HEDELIN

"un autre maurras"

La souscription pour le livre de Gérard Leclerc, qui s'était un peu ralentie pendant la campagne électorale, a maintenant repris. Néanmoins, il nous manque encore 296 souscriptions pour que le livre puisse paraître. Ces 296 souscriptions doivent nous être parvenues avant le 12 juin, dernier délai, pour que la parution puisse se faire à la date prévue.

Les prix seront les suivants pendant la souscription.

- 1 ex. : 25 F (franco)
- 3 ex. : 65 F (franco)
- 5 ex. : 100 F (franco)
- 10 ex. : 170 F (franco).

Après la souscription, les prix seront :

- 1 ex. : 27 F (plus port)
- 3 ex. : 75 F (plus port)
- 5 ex. : 115 F (plus port)
- 10 ex. : 180 F (plus port).

Pour souscrire à ce livre, il suffit de le commander à l'Institut de Politique Nationale. B.P. 558-75026 Paris Cedex 01. Tous les versements seront faits à l'ordre de l'IPN - C.C.P. La Source 33537-41.

Je soussigné, Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

désire recevoir exemplaires (s) de l'édition courante du livre de G. Leclerc sur Maurras et verse la somme de

Je vous règle donc la somme totale de par chèque bancaire, chèque postal, mandat, espèces (1).

Date

Signature

C.C.P. La Source 33-537-41.

(1) Rayer les mentions inutiles.

naïfistes, souscrivez avant le 12 juin !